

Florine Ballif

BELFAST : VERS UN URBANISME DE PAIX ?

LES RECOMPOSITIONS SPATIALES AU SORTIR DE LA GUERRE CIVILE

Le processus de paix est engagé en Irlande du Nord depuis le cessez-le-feu de 1994. Malgré les soubresauts de violence, les négociations pour former un gouvernement autonome, prévues par les accords de paix d'avril 1998, se poursuivent. Et après trente années de guerre civile opposant catholiques et protestants, Belfast est en chantier. Des formes urbaines spécifiques sont nées des « Troubles ». L'organisation spatiale de la ville a épousé les territoires confessionnels enclavés. Le compartimentage urbain a été renforcé par des dispositifs de sécurité destinés à empêcher le contact entre les communautés. Avec le retour de la paix civile, les territoires urbains marginalisés par le conflit sont réinvestis par la puissance publique. Ils deviennent des espaces potentiels de réconciliation symbolique et, au moins, des lieux de coexistence pacifique entre les deux communautés.

Une ville polarisée

Belfast est une ville marquée par le conflit. Elle a été le théâtre de violents affrontements entre catholiques et protestants. Ceux-ci s'opposent sur une question territoriale et de souveraineté nationale depuis la partition de l'Irlande en 1921¹. Les unionistes² et loyalistes³ protestants sont fidèles à la couronne britannique tandis que les nationalistes et républicains⁴ catholiques souhaitent la réunification de l'île. Les premiers se disent britanniques, descendants des colons anglais et écossais tandis que les seconds revendiquent leur appartenance à la nation irlandaise et la souveraineté de la République d'Irlande. Les affiliations religieuses recourent les loyautés politiques pour créer deux communautés distinctes. Celles-ci ont des vies sociales séparées, notamment pour la résidence, l'école et les loisirs. Ainsi, plus de la moitié de la population de Belfast vit dans des quartiers homogènes à 90 %. Cependant, un tiers des habitants vit dans des zones mixtes, qui comprennent 40 à 60 % de catholiques. Il existe une pola-

risation est/ouest qui a une forte dimension symbolique. Mais Belfast-Est et Belfast-Ouest ne forment pas deux blocs homogènes. La géographie confessionnelle est extrêmement complexe. Belfast est divisé en une multitude d'espaces plus ou moins ségrégués, formant une mosaïque de territoires catholiques ou protestants (Poole et Doherty, 1995).

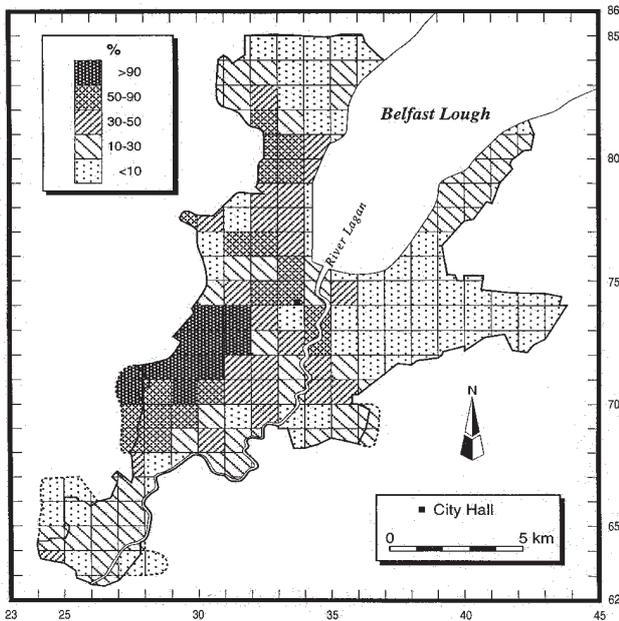
La situation actuelle résulte de processus de violence qui se sont greffés sur une structure sociale et urbaine divisée et ont consolidé les territoires confessionnels. La ville de Belfast s'est développée au XIXe siècle avec l'essor des chantiers navals et de l'industrie textile. Depuis le début de la colonisation au XVIIe siècle, la bourgade protestante s'était étendue à l'est du fleuve Lagan. Lors de la révolution industrielle, la main d'œuvre rurale catholique s'installe à l'ouest. Les émeutes intercommunautaires au XIXe puis au XXe siècle renforcent les divisions résidentielles. Le niveau de ségrégation s'accroît suite aux éruptions de violence, alors qu'il ne décroît pas durant les périodes de tranquillité (Boal 1995, p. 27). Dans les périodes de tensions, les résidents minoritaires d'un quartier sont les plus vulnérables. Incendies criminels, destructions résultant des émeutes, menaces ou sentiment d'insécurité les forcent à se replier dans des zones sûres, parmi leurs coreligionnaires. Ainsi, au début des « Troubles »,

1. Les premiers antagonismes entre catholiques et protestants datent de la colonisation britannique au XVIIe siècle, mais le conflit, dans ses termes politiques et constitutionnels actuels, trouve son origine dans la partition de 1921.

2. Appelés ainsi en référence à l'acte d'Union signé en 1800 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande.

3. Les unionistes sont modérés et plutôt issus de la classe moyenne, tandis que le loyalisme est plus radical et enraciné dans la culture ouvrière.

4. La différence entre nationalistes et républicains est la même qu'entre unionistes et loyalistes.



Répartition des catholiques à Belfast, 1991 (source : Poole et Doherty, 1995).

entre août 1969 et février 1973, environ 60 000 personnes ont fui leur logement pour se réfugier dans des zones homogènes (Boal et Murray, 1977). Les quartiers ouvriers, situés en majorité dans Belfast-Ouest et Belfast-Nord, sont les plus affectés. La classe moyenne, vivant dans des zones plus mixtes, est relativement à l'abri de ces violences.

Interfaces et barricades

À cause de la ségrégation, la plupart des affrontements se déroulent aux limites des quartiers. À l'origine, ces limites, plus ou moins tacites, sont souvent des zones résidentielles mixtes. Elles deviennent des zones de confrontation, désertées par les habitants. Les émeutes tracent les lignes de démarcation, appelées « interfaces ». Ce sont des frontières physiques et idéologiques entre les deux communautés. En 1969, la violence qui a lieu aux interfaces s'accompagne de la construction de barricades pour protéger les quartiers des émeutiers. Jusqu'en 1972, les barricades ont transformé l'ouest de la ville en zones interdites pour l'armée et la police. Elles sont surveillées par les milices paramilitaires qui se forment à cette période. Les quartiers s'organisent en ghettos qui instituent leur propre ordre social (Richarté, 1993). L'interface barricadé, qui fait face à la communauté adverse, barricadée elle aussi, devient le lieu principal de la violence intercommunautaire. L'intérieur du quartier est le sanctuaire à protéger, moins exposé mais véritable cible des attaques. Cette organisation spatiale territorialise la violence et organise l'affrontement entre les quartiers et leurs milices paramilitaires (Feldman, 1991).

Les barricades sont définitivement rasées par les forces de l'ordre en juillet 1972, lors de l'opération *Motorman*. Mais l'armée les remplace aussitôt par des murs de sécurité, destinés à empêcher les affrontements. Installés comme structures provisoires, composés de barbelés et de tôle ondulée, les murs se sont pérennisés. Ils ont été consolidés avec du béton ou des palissades de métal. Aujourd'hui il en existe dix-sept. La plupart datent du début des années 1970, mais deux nouveaux murs ont été construits respectivement en 1997 et 1998. Ils forment un système complexe, progressivement mis en place, séparant les quartiers et fermant les accès routiers. Chaque élément a été construit en réponse à un problème de violence localisé. Les murs cloisonnent les espaces résidentiels. Ils sont souvent construits à quelques mètres seulement des habitations, entre les jardins. Des portails bloquant les accès routiers sont sous le contrôle de la police. Ils sont fermés le week-end et la nuit, ainsi que dans les périodes de tensions intercommunautaires. Des portes permettent l'accès des piétons. Les résidents locaux possèdent une clé de ces portails et l'un d'eux est chargé de la fermeture, en fonction du sentiment d'insécurité. Si un incident se produit, la porte est définitive-



Serpentine Road, Belfast-Nord, mars 1999.

vement scellée. Cependant, les quartiers ne sont pas totalement hermétiques. Certes, les dispositifs de sécurité cantonnent plusieurs secteurs de la ville. Dans Belfast-Ouest, le mur de Cupar Way et quelques portails isolent le Shankill loyaliste du bastion républicain des Falls sur plusieurs kilomètres. Mais ailleurs, les dispositifs sont lacunaires, ne séparant que des zones très restreintes, parfois seulement une portion de rue.

Ces « murs de paix » n'ont pas réduit la violence. L'interface reste le régulateur du conflit. Les murs contiennent les affrontements directs, mais engendrent cependant d'autres formes de violence, jets de pierre ou cocktails Molotov. Ils procurent un sentiment de sécurité aux riverains, mais ils rendent manifeste la différence entre catholiques et protestants et suscitent un sentiment d'aliénation (cf. le rapport *Life on the interface*, 1991).

Le marquage symbolique des territoires urbains

Ce système d'organisation territoriale alimente le conflit et les représentations politiques. Chaque quartier isolé est considéré comme le bastion d'une communauté plus large. Dans le conflit nord-irlandais, il existe une relation complexe entre les affiliations macro-territoriales comme l'identité nationale et les constructions micro-territoriales comme la communauté et le quartier. Les perceptions idéologiques sont alimentées par la charge matérielle de l'espace politiquement codifié. La violence inscrit dans l'espace urbain des codes confessionnels, symboles de chaque communauté (Buckley, 1998). Ces symboles sont tournés soit vers l'extérieur, soit vers l'intérieur du quartier. Aux interfaces, chaque communauté affirme ses revendications nationales. Les bordures de trottoir, les lampadaires, les bornes incendies et les autres éléments du mobilier urbain sont peints en rouge, blanc, bleu, couleurs de l'*Union Jack* britannique pour les protestants et vert, blanc, or, couleurs du drapeau irlandais pour les catholiques. Les drapeaux respectifs des deux pays sont hissés sur les lampadaires et les poteaux électriques. On trouve aussi diverses sortes de graffitis : sigles des groupes paramilitaires, diatribes dénigrant l'identité de l'autre et revendications de souveraineté nationale – exprimant l'hostilité ou la fidélité à la Reine d'Angleterre, au Royaume-Uni, au pape, à la République d'Irlande. À l'intérieur du quartier, il y a des fresques murales dont les thèmes exaltent l'identité collective. Chaque communauté met en scène sa tradition historique et ses spécificités culturelles. Les fresques représentent aussi la lutte armée, rendant hommage, respectivement, aux milices paramilitaires loyalistes (*Ulster Defence Association*, *Ulster Freedom Fighters*, *Ulster Volunteer Force*) et aux différentes factions de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise (Jarman, s.d., Rolston, 1991).

Cette « signalisation » de l'espace est discontinue. Même en l'absence de signes, les habitants savent où s'arrête leur territoire et où commence le territoire « ennemi », sur lequel il est dangereux de s'aventurer. Ces espaces confessionnels, souvent balisés et emmurés, déterminent dans une large mesure les pratiques quotidiennes des habitants.

Urbanisme sécuritaire dans le Short Strand

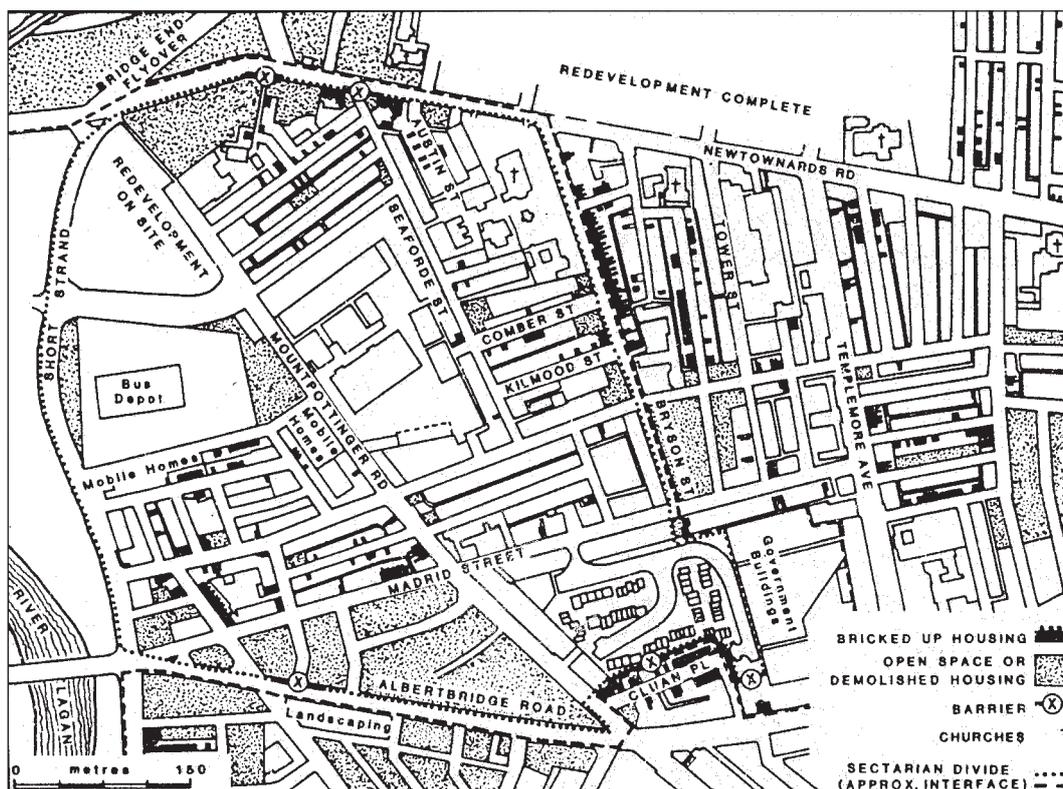
Le conflit et les divisions urbaines ont une incidence sur l'aménagement urbain. Cependant, dans les documents d'urbanisme, ces éléments sont rarement mentionnés. La position officielle est que les divisions confessionnelles ne sont pas l'objet de l'action publique et sont hors du champ de l'urbanisme. Les urbanistes⁵ ont une attitude de neutralité par rapport au conflit : ils n'interviennent pas pour favoriser l'une ou l'autre communauté sur le territoire urbain (Bollens, 1998). Ils ne cherchent pas à modifier la répartition spatiale de la population, mais à maintenir le statu quo territorial pour éviter les affrontements. Un système de décision « rationnel », basé sur une évaluation quantitative des



Fresque loyaliste, Newtownards Road, Short Strand, mars 2000.

besoins de la population, assure aux urbanistes une réputation d'impartialité. Mais cela ne résout pas les problèmes de compartimentage urbain. Ceux-ci sont aggravés par le différentiel démographique : la population catholique est jeune et croissante, tandis que la population protestante est plus âgée et déclinante. Dans les années 1970, en raison du manque d'espace

5. Les compétences en matière d'urbanisme et d'aménagement sont très centralisées et dépendent pour la plupart du ministère de l'Environnement (Department of Environment, DOE) d'Irlande du Nord. Les municipalités ont des pouvoirs très restreints.



Les interfaces du Short Strand (source : Dawson, 1984).

dans les territoires catholiques, il a été décidé de construire un quartier d'habitat social, nommé Poleglass, sur des terrains situés sur la ceinture verte à la limite de la ville. Le respect de la division territoriale a prévalu sur celui de la réglementation contre l'étalement urbain (Blackman, 1991).

Les urbanistes doivent prendre en compte les situations conflictuelles entre communautés le long des interfaces. Mesure d'ordre public relevant de la police, les « murs de paix » s'inscrivent dans l'espace urbain. Ils sont pour la plupart situés sur des terrains appartenant au Northern Ireland Housing Executive (NIHE), organisme gouvernemental compétent pour la construction et la gestion du logement social dans toute la province. Le parc social est auto-ségrégué, car le système d'attribution des logements permet, de fait, le choix du lieu de résidence. L'impossibilité de modifier la territorialité existante malgré les évolutions démographiques place le NIHE dans une position délicate : il est en fait obligé d'intégrer des dispositifs de séparation dans les projets de rénovation de l'habitat. Le Northern Ireland Office (NIO), ministère de l'intérieur pour l'Irlande du Nord, l'armée et la police ont un rôle consultatif sur les questions de sécurité dans les projets de construction et de rénovation des logements sociaux. Ces trois institutions peuvent requérir qu'un mur de sécurité soit construit pour éviter les conflits potentiels. Le NIO finance ces dispositifs. Un rapport du NIHE (NIHE, 1988), tout en estimant ces aménagements inévitables,

reconnaît qu'ils sont un frein à la flexibilité du marché du logement et une perte de terrains constructibles.

Le Short Strand, enclave catholique dans Belfast-Est, proche du centre, est un quartier ouvrier à forte identité républicaine. L'interface entre les deux communautés est un lieu d'affrontements récurrents. À partir de 1969, le quartier a connu des phénomènes de repli résidentiel similaires aux autres quartiers ouvriers de la ville. Les interfaces sont devenus des lieux privilégiés des violences. En juin 1970, à la suite de graves incidents qui provoquèrent l'incendie d'une douzaine d'habitations, un mur de barbelés au carrefour de Seaforde Street et de Newtownards Road a été construit. Cette ligne de division demeure aujourd'hui. L'interface court le long de Newtownards Road au nord, Bryson Street à l'est et Albertbridge Road au sud, Short Strand à l'ouest.

Le Short Strand et les quartiers protestants autour ont été réaménagés à partir du milieu des années 1970. Le plan de réhabilitation élaboré en 1974 tente de minimiser les affrontements en incorporant des murs de sécurité aux aménagements et en modifiant le tracé des rues (Dawson, 1984). Ainsi, les espaces produits sont des espaces cloisonnés.

Au carrefour Seaforde Street/Newtownards Road, les barbelés ont été remplacés par un mur de sécurité, construit avant les logements. De plus, en face de ce carrefour, dans Newtownards Road, la zone a été gelée de tout aménagement sur quelques centaines de mètres. Ensuite, le plan d'aménagement a été progres-

sivement modifié pour tenir compte des contraintes de sécurité. Un nouveau lotissement était prévu sur l'ancien site industriel au nord de Cluan Place. Il devait être mixte, reliant le Short Strand aux rues protestantes situées au sud. Cependant, la demande de logement social émanait principalement des catholiques. À cause de cela, les protestants refusèrent les logements proposés. La construction de «logements catholiques» sur un terrain neutre a été considérée par les protestants non seulement comme une expansion du territoire catholique, mais aussi comme une menace pour le caractère protestant de Cluan Place. Alors, de fortes pressions de la communauté protestante et de ses représentants politiques ont conduit en 1982 à une décision du NIO d'élever un mur de sécurité de 3,5 m entre les deux communautés. Le tracé de la rue a été également modifié, et Cluan Place a été transformé en cul-de-sac débouchant sur Albertbridge Road, une artère protestante. Suite à des incidents survenus en 1985, le mur a été surélevé à 5,5 m de hauteur à l'aide de briques et de grilles en fer forgé.

Bryson Street est la «frontière Est» du Short Strand. Sa particularité est d'être une rue résidentielle (contrairement à Newtownards et Albertbridge Road, rues commerçantes) et relativement étroite. Côté ouest, Bryson Street s'ouvre sur des rues catholiques, à l'est sur des rues protestantes. Les projets d'aménagement ont été l'objet de négociations longues. Les protestants voulaient que la limite soit stable et maintenue. L'opération de rénovation a été scindée en deux, pour former deux entités spatiales sans communications entre elles. Un mur a été édifié sur toute la longueur de Bryson Street, côté protestant. Les accès routiers ont été ainsi coupés et les deux quartiers isolés l'un de l'autre.

En outre, les espaces résidentiels rénovés sont conçus comme des îlots repliés sur eux-mêmes. Les maisons sont tournées vers une cour intérieure centrale. Des barrières symboliques (porches piétons, impasses, massifs plantés formant des petites cours intérieures) tendent à définir l'espace comme espace semi-privé.

L'interface au sud du Short Strand, Albertbridge Road, a aussi fait l'objet d'une opération de rénovation de l'habitat au début des années 1980. La rue a été élargie afin de créer une zone tampon entre les deux communautés. De plus, du côté protestant, des bâtiments à usage non résidentiel ont été construits : locaux commerciaux et hospice. L'élargissement de la rue a été associé à un aménagement paysager. Des massifs végétaux ont été plantés au bord des trottoirs. Ce procédé a été utilisé pour tous les murs de paix à Belfast. Les murs de tôle ondulée et de barbelés sont remplacés par des structures plus esthétiques, murs de briques et grilles. Souvent, ils sont dissimulés par des plantations d'arbres ou d'arbustes. Des étendues de gazon, protégées par une grille, bordent les murs de sécurité. Ces jardins inaccessibles sont purement pay-

sagers et décoratifs. Ces aménagements sont financés par le *Belfast Development Office* (BDO), l'office d'aménagement de Belfast⁶, au travers des *Environmental Improvement Scheme* (EIS), projets d'amélioration de l'environnement (urbain). Ce *softening*, dans le jargon des urbanistes de Belfast, tend à adoucir les divisions en transformant leur mode d'expression. Les espaces confessionnels sont ainsi métamorphosés en espaces euphémisés, neutralisés par une composition paysagère qui rend la confrontation physiquement



À gauche, quartier catholique, à droite, quartier protestant, Short Strand.

impossible. En cela, la logique de séparation des groupes est renforcée. C'est une situation de statu quo territorial, sinon pacifique du moins pacifiée. Ces zones tampons protègent chacune des deux communautés. Mais l'espace public ainsi aménagé est vidé de sa substance, puisqu'il est inaccessible à tous.

Le réaménagement du Short Strand, achevé au milieu des années 1980, est caractéristique de l'évolution des espaces confessionnels à Belfast. Tous se sont progressivement cloisonnés. Les dispositifs de séparation ont été ajoutés, surélevés et consolidés au fur et à mesure. En outre, après réhabilitation, ces dispositifs prennent des formes adoucies, s'intégrant au paysage urbain comme un aménagement ordinaire.

Vers un urbanisme de paix ?

Avec le processus de paix entamé en 1994, l'enjeu est le partage de l'espace urbain. Pour les pouvoirs publics, il s'agit de produire des espaces neutres, libres de toute

6. C'est une unité du ministère de l'Environnement (DOE) d'Irlande du Nord, qui coordonne les projets de régénération urbaine et attribue des subventions pour stimuler l'investissement privé.

charge identitaire, où la coexistence est possible. Il ne s'agit pas seulement d'espaces aseptisés et confinés, mais d'espaces partagés par les deux communautés.

Depuis le milieu des années 1980, le centre-ville est en voie de normalisation. L'IRA y a cessé ses attentats. « L'anneau de fer », barrières et postes de contrôle entourant le centre, a été supprimé. Il a été remplacé par des barrières basses en feronnerie, amovibles, fermées exceptionnellement en cas de manifestations risquant de troubler l'ordre public. L'aménagement du centre-ville a été réalisé d'après le schéma directeur de Belfast, le Belfast Urban Area Plan 2001 (BUAP), adopté en 1988. Le projet phare *Laganside* a transformé les rives délaissées du Lagan en centre d'affaires, sur 120 ha (dont 48 sont aménageables). Il comprend l'implantation de bureaux, de commerces, de logements ainsi que la construction, par la Mairie de Belfast, d'un palais des congrès adjacent. L'autre projet significatif est le développement du centre-ville comme pôle commercial, avec notamment la création d'un grand centre commercial, *Castle Court* (325 000 m²). Le BUAP 2001 vise explicitement les espaces délaissés du centre-ville « politiquement neutres » (Gaffikin *et al.*, 1991). En effet, ces friches ne sont pas des quartiers résidentiels appropriés par une communauté. Il s'agit de réaménager le centre comme espace « neutre ». Selon les urbanistes, les activités d'affaires, de commerce et de loisirs garantissent la neutralité de l'espace urbain, alors que l'habitat divise la ville. La primauté du centre comme quartier d'affaires est assurée par une limitation très stricte de la construction de bureaux dans la périphérie et sa fonction résidentielle est restreinte. Ceci assure sinon le partage des espaces centraux, du moins la coexistence pacifique des individus dans un lieu accessible aux deux communautés. Toute référence à l'identité confessionnelle est apparemment gommée dans un espace dédié à la consommation de masse.

Mais certains chercheurs contestent la neutralité affichée des urbanistes. Ils critiquent l'imagerie consumériste et l'architecture post-moderne du centre de Belfast (Neill *et al.*, 1995). Ils dénoncent le manque de considération de la diversité culturelle. Aussi ils appellent à un débat sur la construction spatiale des identités dans les projets d'aménagement. Ils remarquent que les espaces centraux ne sont pas totalement neutres car ils comportent des signes de l'intransigeance unioniste⁷. Et on peut émettre l'hypothèse que la neutralité est l'objet de perceptions différenciées. Par exemple, l'espace situé au nord de *Castle Court* est perçu comme catholique dans les milieux populaires protestants, car les pubs sont fréquentés de manière quasi-exclusive par des catholiques (*Young people on the interface*, 1998).

Les pouvoirs publics interviennent aussi sur les interfaces. Depuis le début des années 1990, les urbanistes tentent de réhabiliter les terrains en friches qui

séparent souvent les communautés opposées. Cependant, il est quasiment impossible de modifier l'inscription territoriale des quartiers ouvriers. En 1986, dans Manor Street, une interface située dans Belfast-Nord, une quinzaine de logements sociaux vacants situés en territoire protestant avaient été attribués à des catholiques. De terribles émeutes avaient provoqué la destruction des habitations. Par la suite, la police a érigé un mur de sécurité. L'habitat reste très sensible, mais les zones commerciales et artisanales sont considérées – du moins par les urbanistes – comme neutres parce que fréquentables par tous. La stratégie adoptée par les aménageurs consiste à « neutraliser » les zones résidentielles sous-utilisées près des interfaces en les transformant en zones d'activités. La séparation n'est pas abolie, mais l'espace entre les deux quartiers, auparavant stérile, devient un espace praticable. Les projets d'aménagement, alliant un objectif de revitalisation économique à une opération de réhabilitation urbaine, pourraient bénéficier aux deux communautés. Ils visent non seulement à améliorer des segments dévalorisés de la ville, mais aussi à créer des effets de sens. La valeur symbolique de la réhabilitation des interfaces fait partie de l'idéologie sous-jacente : réunifier le tissu urbain dans ces espaces stigmatisés vise à la réparation du tissu social. La rénovation de l'habitat doit redonner confiance à des communautés marginalisées. De plus, l'enjeu est aussi d'encourager les investissements privés dans des zones peu attractives. L'offre de terrains industriels proches des axes de communication doit inciter les entreprises à s'implanter. Les urbanistes ne modifient pas la division territoriale, mais la rendent plus flexible par des espaces partagés.

Dans Belfast-Nord, le projet baptisé *Northgate*, lancé en 1990, a porté sur la réhabilitation globale de la zone délaissée, incluant un côté catholique et un côté protestant. Dans ce quartier marqué par la violence, un mur de paix a été érigé au début des années 1970. Côté catholique, le parc de logements est insuffisant pour absorber la demande et les espaces libres inexistant. Côté protestant, 40 % des logements sont vacants et il y a des terrains en friches. Un Comprehensive Development Scheme (CDS), plan d'aménagement d'ensemble, a permis de coordonner les efforts des pouvoirs publics en matière de logement, d'urbanisme et de développement économique. Le NIHE a réalisé une opération de rénovation de l'habitat et le Ministère de l'Environnement (DOE) a implanté une zone d'activités située sur le territoire protestant. Le mur de tôle ondulée est remplacé par des murs de brique et des grilles. La solution d'aménagement ici retenue est de « diluer » la séparation en créant un

7. W. Neill rapporte que des bannières portant le slogan unioniste « *No surrender* » flottait sur la Mairie de Belfast.

espace de terrains industriels. Cet espace tampon est destiné à réduire les risques de frictions entre les habitants et par conséquent, les émeutes intercommunautaires, mais en fait il entérine la séparation. Cet exemple a été utilisé ailleurs. Dans Belfast-Ouest, en 1999, un supermarché s'est installé sur une interface et le mur de paix a été intégré dans l'opération d'aménagement.

Un autre projet de ce type est situé à l'ouest de la ville, sur l'interface entre le Shankill protestant et les Falls catholiques. Il s'agit de terrains situés à la fois sur Springfield (catholique) et Woodvale (protestant) d'où le nom du projet : *Springvale*. Le projet a débuté en 1992 à l'initiative du DOE. Un comité de pilotage mixte a élaboré les premières propositions et décidé d'une mise en œuvre séparée. Le projet comprend des opérations de réhabilitation des logements, un parc industriel et un campus universitaire. Les logements ont été réalisés, le parc industriel a été aménagé, mais la réalisation du campus est en suspend. La stratégie ici est de coupler un projet de développement économique et un projet de développement social. L'université et le parc d'activités, implantés dans un espace local, ont une dimension régionale. Cet aspect devrait assurer le décloisonnement urbain.

Ces projets de réhabilitation économique et sociale se substituent à un environnement laissé à l'abandon, mais respectent sa fonction de mise à distance et ne recréent pas véritablement de lien social à l'échelle du quartier. Ces lieux de travail sont isolés, clos sur eux-mêmes, protégés par des grilles (*Northgate*) ou de hauts murs (*Springvale*). Il n'existe quasiment aucun échange

entre ces espaces et les quartiers où ils sont situés, ni avec l'économie du quartier, ni avec le marché du travail local, car les nouvelles entreprises embauchent une main d'œuvre qualifiée alors que les quartiers ont un profil socio-éducatif peu élevé⁸. Leur accessibilité aux deux communautés est purement abstraite.

L'intervention des urbanistes à Belfast a contribué à décloisonner les espaces confessionnels et à recréer de l'espace public. Mais celui-ci représente une asepsie des conflits et non pas leur lieu d'expression et de résolution. Les urbanistes ont aménagé des espaces neutralisés – espaces vides, industriels ou de consommation – en évacuant délibérément toute référence nationaliste ou unioniste. Mais la réalisation d'espaces véritablement partagés nécessiterait de les penser comme lieux du débat politique sur la construction d'un bien commun.

L'absence de représentations politiques communes fait obstacle au partage de l'espace public. Des revendications constitutionnelles irréconciliables subsistent. Les institutions de la Province sont très fragilisées par les désaccords entre partis politiques. Cependant, une classe politique locale se constitue lentement. L'intérêt général local au-dessus des affiliations confessionnelles a été reconnu par les accord de paix mais reste à construire de façon concrète.

Florine Ballif

8. Entretien avec Manus Maguire, economic development officer, Cliftonville Joint Development Group, Belfast (correspond à un poste de chargé de mission économique dans une structure locale de développement social).

BIBLIOGRAPHIE

Blackman T., (1991), *Planning Belfast. A case study of public policy and community action*, Aldershot, Avebury.

Boal F.W., (1995), *Shaping a city. Belfast in the late twentieth century*, Belfast, Institute of Irish Studies, The Queen's University at Belfast.

Boal F.W. et Murray R., (1977), «A city in conflict», *Geographical magazine*, vol. 44, p. 364-371.

Bollens S., (1998), «Le gouvernement des cités à hauts risques politiques», *Annales de la recherche urbaine*, n° 80-81, p. 9-18.

Buckley A., (1998), *Symbols in Northern Ireland*, Belfast, The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast.

Darby J. (dir.), (1990), *Political violence. Ireland in a comparative perspective*, Belfast, Appletree Press.

Dawson G., (1984), «Defensive planning in Belfast», *Irish Geography*, vol. 17, p. 22-41.

Feldman A., (1991), *Formations of violence. The narrative of the body and political terror in Northern Ireland*, University of Chicago Press.

Gaffikin F. et al., (1991), «Planning for a change in Belfast. The urban economy, urban regeneration and the BUAP 1988», *Town planning review*, vol. 62, n° 4, p. 415-430.

Jarman N., «Troubled images. The iconography of loyalism», *Critique of Anthropology*, vol. 12, n° 2, p. 133-165.

Keane M., (1990), «Segregation processes in public sector housing», in Doherty P. (dir.), *Geographical perspective on the Belfast region*, Dublin, Geographical society of Ireland, Special publication n° 5, p. 88-108.

Life on the interface (1991), Report on a community groups conference, Belfast, Island Publication.

Marcuse P., (1995), «No chaos but walls. Postmodernism and the partitioned city» in Gibson K. et Watson S. (dir.), *Postmodern cities and space*, Oxford, Blackwell.

Murtagh B., (1994), *Ethnic space and the challenge to land use planning : a study of Belfast's peace lines*, Centre for research on public policy & management, Research paper 1, University of Ulster.

Belfast : vers un urbanisme de paix ?/Ballif

Neill W. et al., (1995), *Reimagining the pariah city. Urban development in Belfast and Detroit*, Aldershot, Avebury.

NIHE, (1988), *Coping with conflict*, Belfast, NIHE.

Poole M. et Doherty P., (1995), *Ethnic residential segregation in Belfast*, Coleraine, Centre for the Study of Conflict, University of Ulster.

Rémy J. et Voyé L., (1981), *Ville, ordre, violence. Formes spatiales et transactions sociales*, Paris, PUF.

Richarté M.-P., (1993), « Les ghettos catholiques en Irlande du Nord : structure urbaine et espace d'une minorité » in Sanguin A.L. (dir.), *Les minorités ethniques en Europe*, Paris, L'Harmattan.

Rolston B., (1991), *Politics and paintings : murals and conflict in Northern Ireland*, Londres, Associated University Presses.

Young people on the interface (1998), Belfast, Belfast Interface Project.

Florine Ballif prépare une thèse à l'Institut d'urbanisme de Paris et à la School of Environmental planning de la Queen's University of Belfast sur le sujet : « Dispositifs de sécurité et transformations de l'espace public à Belfast, 1969-1999 ».

Articles : « Les contraintes d'un espace cloisonné à Belfast », in Lassave P. et Haumont A. (dir.), *Mobilités spatiales. Une question de société*, Paris, L'Harmattan, 2001, et « L'espace public à Belfast : les aménageurs "soft" et les warriors », *Villes en Parallèle*, à paraître.

< ballif@univ-paris12.fr >